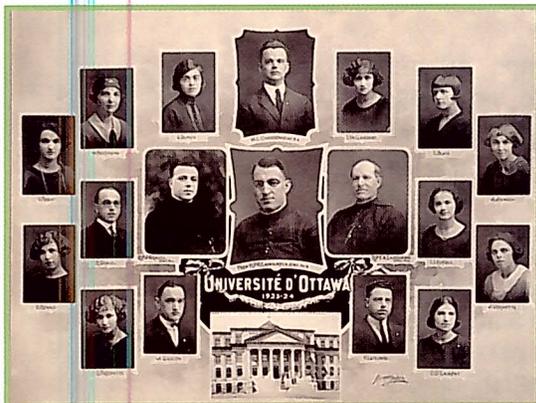




Jeanne Lajoie.

franco-ontarienne des lieux, Jeanne Lajoie, dont le poste est offert à une religieuse anglophone. Soutenue par les contribuables canadiennes-françaises et canadiens-français ainsi que par le Cercle Lorrain, que dirige Alfred Longpré, la jeune femme riposte en ouvrant une « école libre ». Cette école porte le nom de Jeanne d'Arc, héroïne qui sauva la France des Anglais au xv<sup>e</sup> siècle. On ne tarde pas, non plus, à établir un parallèle entre l'exploit de la « pucelle de Pembroke » et celui de la « pucelle d'Orléans ».

En 1923, de nouveaux acteurs entrent en scène : Joseph-Médard Énard succède à Charles Hugh Gauthier à l'archevêché d'Ottawa, au moment où les conservateurs de Howard Ferguson défont les Fermiers-Unis d'Ernest Charles Drury, au pouvoir depuis 1919 en Ontario. Si le nouveau premier ministre n'a jamais dissimulé son appui au Règlement 17, le contexte a pourtant changé. Durant les années 1920, Ferguson tente de forger une alliance avec le premier ministre du Québec, Louis-Alexandre Taschereau, dans la lutte politique qu'il engage avec le gouvernement fédéral. Le Règlement 17 représente l'un des seuls obstacles à leur coopération. Ferguson prend aussi au sérieux la campagne de boycottage de produits ontariens que menacent de déclencher les milieux nationalistes du Québec.



École normale d'Ottawa.

En octobre 1925, le gouvernement ontarien charge la Commission Scott-Merchant-Côté d'enquêter sur l'efficacité de l'enseignement de l'anglais dans les écoles que fréquentent les élèves canadiens-français. Deux ans plus tard, après avoir visité 330 écoles, la Commission présente son rapport, dont les recommandations sont acceptées par le gouvernement. À la suite de ce rapport, le gouvernement de l'Ontario modifie le Règlement 17 en vue de permettre de nouveau l'enseignement en français; il nomme six inspecteurs responsables des écoles bilingues, de même qu'un fonctionnaire responsable de l'enseignement en français en Ontario, et reconnaît officiellement l'École normale d'Ottawa. Bien que le

Règlement 17 ne soit retiré en entier qu'en 1944, la crise scolaire se solde, dès 1927, par la victoire des Canadiennes françaises et des Canadiens français de l'Ontario.

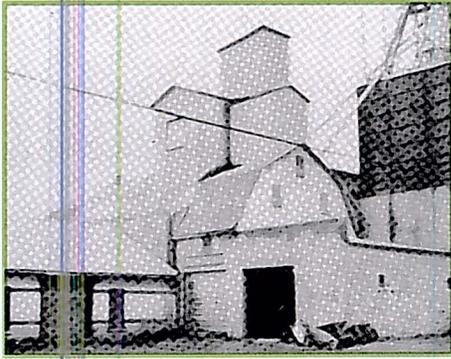
## **L'Ontario français : l'économie, la démographie et les efforts de regroupement**

En 1911, la population ontarienne s'élève à 2 527 292, dont 202 442 personnes d'origine française (8 %). La population provinciale atteint 6 236 092 en 1961, dont 647 041 (soit 10,39 % d'origine française). Ces données indiquent le nombre de personnes qui sont d'origine française. Depuis 1931, la province comprend un total de 3 431 683, dont 8,7 % (soit 299 732 personnes) sont d'origine française; de ce nombre, il n'y en a que 6,9 % (soit 236 386 personnes) de langue maternelle française en 1931. Trente ans plus tard, en 1961, la population de la province atteint 6 236 092 personnes, dont 10,4 % (647 941) sont d'origine française et seulement 425 302 sont de langue française.

Longtemps, on a dit que les Canadiennes françaises et les Canadiens français préféraient l'agriculture à l'industrie et la campagne à la ville. Certes, de nombreux efforts ont été déployés, notamment par le clergé catholique, pour les encourager à demeurer fidèles à leur « vocation agricole ». La réalité est cependant très complexe. S'il est vrai que la culture du sol a longtemps occupé une place importante dans l'histoire des Canadiennes françaises et des Canadiens français, ces personnes ont aussi été toujours engagées dans presque tous les autres secteurs de l'économie ontarienne. En fait, leurs activités économiques varient considérablement d'une région à l'autre et, parfois, à l'intérieur d'une même région. Les Canadiennes françaises et les Canadiens français de l'Ontario suivent donc la tendance ontarienne. Durant la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle, on les trouve surtout dans les domaines de l'agriculture, des richesses naturelles et de l'industrie manufacturière. Après la Grande Dépression des années 1930 et la Seconde Guerre mondiale (1939-1945), les Canadiennes françaises et les Canadiens français de l'Ontario, à l'instar de leurs concitoyennes et de leurs concitoyens, se tournent de plus en plus vers les grandes villes. Ces gens sont attirés, notamment, par le secteur des services (fonction publique, administration, commerce, services financiers, communications, etc.) qui prend de plus en plus d'importance à cette époque.

Ce processus d'urbanisation s'effectue en même temps qu'une amélioration considérable des conditions de travail et de vie. Cette amélioration résulte, notamment, des efforts du mouvement syndical et de l'adoption d'un vaste ensemble de programmes sociaux par les gouvernements fédéral et provincial. Ces derniers estiment que la consolidation de l'« État-providence » permettra d'éviter que ne soit déclenchée une nouvelle crise économique semblable à celle des années 1930 ou, au moins, d'en limiter les conséquences les plus pernicieuses. Durant la Grande Dépression, les gouvernements hésitaient à intervenir pour améliorer les conditions des chômeurs, fidèles en cela à une idéologie, le libéralisme « classique », qui interdisait à l'État, ou au secteur public, d'influer sur le cours de l'économie, qui devait rester sous l'influence du secteur privé. Toutefois, l'ampleur inattendue de la Grande Dépression contribue à remettre en cause cette idéologie. La croissance économique exceptionnelle à laquelle on assiste après la guerre semble donner raison à ceux qui souhaitent conférer à l'État un rôle économique plus étendu.

Les Canadiennes françaises et les Canadiens français de l'Ontario, pour leur part, bénéficient de ce progrès économique au même titre que les autres Ontariennes et Ontariens. Cela ne signifie pas pour autant que cette richesse est distribuée équitablement d'un bout à l'autre de la province. Dans les régions périphériques, où l'économie est moins diversifiée que dans les grands centres et où l'exploitation des richesses naturelles compte davantage, les conditions peuvent varier énormément. Les Canadiennes françaises et les Canadiens français de l'Ontario, toujours présents dans ces régions, doivent aussi composer avec un autre obstacle, soit la sous-scolarisation. D'une manière générale, leur niveau de scolarité dépasse rarement le primaire. Il va sans dire que ce handicap a un effet direct sur leur condition socioéconomique. En 1961,



Coopérative agricole  
de Saint-Isidore.

le revenu moyen des travailleurs non agricoles de l'Ontario s'élève à 4 706 \$, tandis que celui des citoyens d'origine britannique s'élève à 5 030 \$. Quant au revenu moyen des Canadiens français, il n'est que de 4 094 \$.

Pour vaincre les obstacles qu'engendre leur situation économique et démographique, la stratégie des Canadiennes françaises et des Canadiens français de l'Ontario est relativement simple : il s'agit de multiplier les organismes de regroupement et d'entraide dans tous les domaines d'activités possibles. Durant la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle, le réseau associatif franco-ontarien se développera rapidement.

### L'Est ontarien

La région de l'Est ontarien se développe d'abord grâce à l'agriculture et à l'industrie forestière. La fertilité des sols de la vallée de l'Outaouais en facilite l'exploitation, alors que la rivière des Outaouais permet de transporter efficacement le bois qui s'y trouve en abondance. En Europe, au début du xix<sup>e</sup> siècle, les guerres napoléoniennes obligent la Grande-Bretagne à s'approvisionner en bois canadien qui servira à la construction navale. Des entrepreneurs, tel Philemon Wright, en profitent pour jeter les fondements d'une industrie destinée à connaître une croissance remarquable.

Au début du xix<sup>e</sup> siècle, les premiers colons qui arrivent dans l'Est sont britanniques, c'est-à-dire qu'ils sont Anglais, Écossais et, plus tard, Irlandais catholiques, ces derniers fuyant la célèbre « famine de la pomme de terre » qui décime l'Irlande durant les années 1840. Ces colons s'installent bien entendu sur les terres les plus fertiles de la région. Cependant, à partir du milieu du siècle, des milliers de Canadiennes françaises et de Canadiens français sont contraints de quitter le Québec, incapables d'y trouver du travail dans l'agriculture ou l'industrie manufacturière. Cet important phénomène démographique se poursuivra jusqu'aux années 1920 et ne sera interrompu que brièvement durant la Première Guerre mondiale. Si la majorité se dirige vers les États de la Nouvelle-Angleterre, les autres s'installent en Ontario, notamment dans l'Est. Puisque ces individus n'accèdent que rarement aux meilleures terres, ils dépendent souvent du système « agroforestier » pour assurer leur survie. Ce système, qui se prolonge jusqu'au xx<sup>e</sup> siècle, consiste à cultiver le sol pendant l'été et à se trouver un revenu d'appoint dans l'industrie forestière pendant l'hiver. Les chefs de famille qui ont adopté ce système doivent donc s'exiler en forêt pendant les longs mois d'hiver pour ne retrouver leurs proches qu'au printemps.



Fromagerie coopérative de  
Bourget.

De 1911 à 1971, la population d'origine française représente de 20 % à 24 % de la population totale de l'Est ontarien. Cependant, dans l'est de la région, où l'agriculture et l'industrie laitière, en particulier, demeurent très répandues, sa proportion augmente à 50 %, voire à 60 %, de l'ensemble des résidentes et des résidents. Chose étonnante, les Canadiennes françaises et les Canadiens français de l'Est ontarien sont davantage urbanisés que leurs concitoyennes et concitoyens.

La santé économique de la région de l'Est dépend largement de celle d'Ottawa. Simple camp de bûcherons à sa fondation, la ville d'Ottawa (autrefois nommée Bytown) se développe rapidement dès qu'on l'élève au rang de capitale du Canada-Uni, en 1857, et du Dominion du Canada 10 ans plus tard. Plusieurs Canadiennes françaises et Canadiens français viennent s'y installer pour travailler dans la fonction publique, la sphère politique, le monde du journalisme, etc., tant et si bien qu'Ottawa se transforme en l'une des grandes capitales culturelles et intellectuelles du Canada français. De 1911 à 1941, la population canadienne-française d'Ottawa passe de 26 % à 30 % pour tomber à environ 25 % en 1971. Après la Seconde Guerre mondiale, le rôle de plus en plus important de l'État fédéral au sein de la société canadienne nécessite une fonction publique de plus en plus nombreuse en vue de mettre en œuvre les initiatives du gouvernement. D'ailleurs, plusieurs Canadiennes françaises et Canadiens français y font carrière. En 1971, environ 21 % des Franco-Ontariennes et des Franco-Ontariens de l'Est relèvent du secteur public, tandis que 46 % travaillent ailleurs dans le secteur des services.

### **Le nord-est de l'Ontario**

La colonisation du nord de l'Ontario n'a pas été chose facile. Privé d'un réseau hydrographique suffisamment étendu pour permettre le transport maritime, le Nord doit son développement, sans doute plus que les autres régions de la province, à la technologie et, surtout, au chemin de fer. Le climat rude et difficile n'attire pas non plus des bandes d'aventuriers. Le relief accidenté et la rareté des terres arables achèvent de donner l'impression que le Nord est une région pour le moins inhospitalière.

Pourtant, dès la fin du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, le nord de l'Ontario connaît une importante période de croissance économique et démographique. De 1911 à 1971, cette région regroupera entre 10 % et 12 % de la population totale de l'Ontario. Son développement est une conséquence plus ou moins directe de la célèbre « politique nationale » du premier ministre conservateur John A. Macdonald qui, à la fin des années 1870, propose l'ambitieux projet de construire un chemin de fer transcontinental dans le but de faciliter la colonisation et l'exploitation agricole des Prairies de l'Ouest. Le chemin de fer Canadien Pacifique traverse le nord de l'Ontario au début des années 1880 et atteint Sudbury en 1883. On y découvre, par pur hasard, d'importants gisements de cuivre et de nickel. Le Canada, comme bien des pays du monde occidental, est alors engagé dans un processus d'industrialisation qui va bouleverser de fond en comble sa structure économique. Les ressources minières que l'on découvre à Sudbury, mais aussi dans la région du « Tri-Town », plus près de la frontière québécoise, serviront à alimenter le secteur industriel naissant.

Avec les mines, l'industrie forestière est la deuxième des grandes activités économiques du nord de l'Ontario. Elle se développe rapidement à la fin du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle et au début du <sup>xx</sup><sup>e</sup> dans plusieurs régions comme Timmins, Hearst, Kapuskasing, Sudbury, etc. Si, au début, les compagnies forestières se consacrent surtout au bois de sciage, elles se convertissent

massivement à la fabrication du papier journal durant les années 1920. À cette époque, l'accélération du processus d'urbanisation s'accompagne de la généralisation de la presse quotidienne à grand tirage. L'industrie forestière du nord de l'Ontario en est une d'exportation, en ce sens qu'elle alimente de plus en plus le marché américain et, en particulier, de grands journaux comme le *New York Times*.

## Villes et villages

### Hearst

Hearst est une ville née au point de raccordement du chemin de fer transcontinental et de l'Algoma Central. Les principales activités économiques sont l'agriculture et l'industrie forestière. Hearst est aussi le siège épiscopal du diocèse créé en 1938. En 1953, le diocèse fonde le Séminaire de Hearst, qui deviendra le Collège universitaire de Hearst maintenant affilié à l'Université Laurentienne. La communauté soutient de nombreuses activités culturelles grâce à son Conseil des arts.

Les industries minière et forestière dominent donc le paysage économique nord-ontarien, si bien que certaines communautés dépendent presque entièrement de l'une ou de l'autre. La santé économique de ces villes « monoindustrielles » est souvent, par le fait même, à la remorque des marchés internationaux. Par ailleurs, la croissance de ces industries nécessite une infrastructure très étendue, d'où le développement relativement rapide du réseau ferroviaire dans le nord de l'Ontario. Si le Canadien Pacifique atteint la région dès les années 1880, un autre chemin de fer assure la liaison entre North Bay et Toronto dès 1890. On met peu de temps à construire de nombreuses lignes ferroviaires régionales, comme le Témiscamingue Nord-Ontario (TNO) qui relie North Bay à Cochrane en 1908, et à étendre des lignes de raccordement à Elk Lake, à Iroquois Falls et à Timmins. De son côté, l'entrepreneur Francis Clergue met sur pied un réseau de lignes ferroviaires régionales pour alimenter en fer et en soufre ses usines de Sault-Sainte-Marie. Enfin, à la veille de la Première Guerre mondiale, un deuxième chemin de fer transcontinental traverse le nord de l'Ontario, en passant cette fois par Hearst et Kapuskasing.



Maisons de compagnie,  
Kapuskasing.

C'est pour profiter de cette croissance économique que bon nombre de Canadiennes françaises et de Canadiens français viennent s'installer dans la région dès le xx<sup>e</sup> siècle. En 1911, ces personnes représentent déjà 20 % de la population totale et, en 1971, 29 %. Cependant, ce taux est beaucoup plus élevé au fur et à mesure que l'on s'éloigne des grands centres comme Sault-Sainte-Marie, North Bay et Sudbury. Ces colons canadiens-français, qui viennent soit du Québec soit d'ailleurs en Ontario, sont généralement pauvres et peu instruits. Ils fournissent aux compagnies forestières et minières une main-d'œuvre non spécialisée et peu coûteuse. Contrairement à la situation qui existe dans l'Est, les Canadiennes françaises et les Canadiens français du nord de l'Ontario sont en moyenne moins urbanisés que les autres résidentes et résidents de l'Ontario.

L'agriculture, quant à elle, demeure une activité économique d'importance secondaire dans le Nord, en dépit des efforts que déploient certains membres du clergé canadien-français pour promouvoir la colonisation agricole. Malheureusement, la nature n'est pas toujours au rendez-vous dans cette région où la proportion des sols impropres à la culture peut atteindre jusqu'à 80 % et plus. Dans la plupart des communautés, on pratique une agriculture de subsistance. Comme dans l'Est, le système agroforestier est donc très largement répandu dans le domaine de l'agriculture du Nord. À Moonbeam, près de Kapuskasing, on cultive surtout du foin et de l'avoine pour nourrir les animaux nécessaires aux activités forestières. Toutefois, la mécanisation de ces activités réduit forcément l'importance de l'agriculture et entraîne souvent le déplacement de la main-d'œuvre vers l'industrie minière ou vers les villes. Ce phénomène prend beaucoup d'ampleur après la Seconde Guerre mondiale, alors que l'expansion du secteur des services provoque une véritable déruralisation. En 1971, 43 % de la population du Nord, dont la langue maternelle est le français, travaille dans ce secteur, contre 60 % de l'ensemble des citoyennes et des citoyens. Malgré tout, les Canadiennes françaises et les Canadiens français du nord de l'Ontario demeurent surreprésentés à la fois dans l'industrie manufacturière et dans le secteur des richesses naturelles.

### **Le sud de l'Ontario**

L'histoire économique du sud de l'Ontario s'est écrite en fonction de l'évolution de deux grands secteurs, soit l'agriculture et l'industrie manufacturière. En fait, la mutation économique qu'a connue cette région est la plus importante à survenir en Ontario. Aujourd'hui, le sud de l'Ontario représente sans contredit le cœur industriel du pays, Toronto ayant même supplanté Montréal comme métropole du Canada.

Les historiennes et les historiens expliquent que l'essor de l'industrie agricole au xix<sup>e</sup> siècle a déclenché cette transformation. D'une manière générale, la grande fertilité des sols et la proximité des marchés permettent aux producteurs de la région d'éviter le piège de l'agriculture de subsistance. L'industrie, qui se commercialise rapidement, alimente à la fois le marché américain et les nombreuses villes de la région, accélérant ainsi les processus d'urbanisation et d'industrialisation. Si le blé domine la production agricole au xix<sup>e</sup> siècle, celle-ci se diversifie, plus tard, en intégrant les cultures maraîchères, le tabac et l'industrie laitière. Le réseau hydrographique des Grands Lacs offre aux produits agricoles et

industriels un mode de transport fort avantageux : les exportateurs ont accès, d'une part, au marché américain et, d'autre part, aux marchés européens par l'intermédiaire du Saint-Laurent et du port de Montréal. En comptant la canalisation du Saint-Laurent terminée en 1959 et le développement des transports (automobile, aviation), toutes les conditions sont réunies pour provoquer une croissance industrielle exceptionnelle dans la région.

La présence française dans le sud de l'Ontario est très ancienne. Si elle s'impose dans la région de Détroit, avant que ce poste passe aux mains des Américains à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, elle se répand aussi, à l'époque du Haut-Canada, dans les comtés de Kent et d'Essex. Au XIX<sup>e</sup> et au XX<sup>e</sup> siècle, plusieurs Canadiennes françaises et Canadiens français, venant de l'Ontario et du Québec, immigrèrent dans la région, et ce, malgré les consignes de certains membres de leurs élites et, en particulier, du clergé catholique, qui voient parfois en ces contrées du Sud des foyers d'assimilation linguistique et religieuse. Dans cette région du Sud, la plus peuplée de l'Ontario, les Canadiennes françaises et les Canadiens français sont effectivement noyés dans une énorme masse anglophone. En 1871, ces personnes représentent moins de 3 % de la population totale du Sud, taux qui augmente à 5 % un siècle plus tard. Précisons tout de même qu'il existe certaines communautés où la proportion de Canadiennes françaises et de Canadiens français est nettement plus élevée; par exemple, Penetanguishene et Lafontaine. Il semble que c'est dans le Sud que l'on participe le moins aux activités et aux institutions culturelles de l'Ontario français, le taux d'assimilation y étant généralement plus élevé.

Sur le plan économique, les Canadiennes françaises et les Canadiens français de la région du sud de l'Ontario se démarquent peu de leurs homologues anglophones. Ces individus pratiquent l'agriculture, bien qu'ils produisent beaucoup moins que leurs concitoyennes et concitoyens anglophones pour les marchés extérieurs.

Selon les recensements, jusqu'en 1941, le taux d'urbanisation des Canadiennes françaises et des Canadiens français du sud de l'Ontario demeure généralement plus faible que celui de leurs voisins anglophones et de leurs compatriotes des autres parties de la province. Cependant, on assiste par la suite au renversement de cette tendance. Le phénomène est sans doute attribuable à l'essor du secteur industriel et à la concentration des propriétés agricoles, qui chasse les petits agriculteurs des campagnes. En 1971, 4 % seulement des Franco-Ontariennes et des Franco-Ontariens travaillent encore dans le domaine de l'agriculture. Néanmoins, 32 % de ces personnes se retrouvent désormais dans le secteur manufacturier, où elles sont nettement surreprésentées par rapport à l'ensemble de la population du Sud (26 %) et aux autres Franco-Ontariennes et Franco-Ontariens (20 %). Encore une fois, c'est le secteur des services qui remporte la part du lion en regroupant près de 47 % des Franco-Ontariennes et des Franco-Ontariens. Mais comme partout ailleurs, les Franco-Ontariennes et les Franco-Ontariens sont sous-représentés dans les fonctions les plus prestigieuses (direction de grandes entreprises, gestion d'usines et d'institutions financières, etc.).

### **Le milieu associatif et les efforts de regroupement : combattre la dispersion**

Les difficultés que soulèvent l'économie et la démographie poussent les Canadiennes françaises et les Canadiens français de l'Ontario à multiplier les organismes de regroupement et d'entraide dans un nombre de plus en plus élevé de domaines. Il serait fastidieux de faire l'inventaire de toutes ces associations, mais il convient d'en mentionner quelques-unes parmi les plus importantes.

L'Association canadienne-française d'éducation d'Ontario (ACFEO) n'est peut-être pas la doyenne des associations franco-ontariennes (cet honneur revient à l'Institut canadien-français d'Ottawa, fondé en 1852), mais elle est sans contredit la plus importante. Au lendemain de la crise du Règlement 17, sa direction subit néanmoins d'importants changements, puisque Napoléon-Antoine Belcourt (1860-1932) et Samuel Genest (1865-1937) meurent à cette époque. Avec le retour au pouvoir des conservateurs fédéraux, en 1930, certains estiment, à tort ou à raison, que les gens derrière les grandes batailles de la crise scolaire entretiennent des rapports trop étroits avec le Parti libéral. Quant au père Charlebois, son militantisme est contesté et il doit quitter Ottawa.



Neuf fondateurs de l'Ordre de Jacques-Cartier à l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire de l'Ordre.

L'ACFEO ne baisse pas les bras pour autant et continue à lutter sur plusieurs fronts au nom de la communauté franco-ontarienne : en plus de travailler à l'amélioration du système scolaire franco-ontarien, du primaire au secondaire, elle tente d'obtenir, entre autres, un réseau de radios public de langue française en Ontario. Elle sera bientôt épaulée par une société secrète, l'Ordre de Jacques-Cartier. Fondé en 1926, à Ottawa, l'Ordre de Jacques-Cartier ou « La Patente » a pour but de favoriser l'accession des Canadiennes françaises et des Canadiens français à la haute fonction publique fédérale. Très rapidement, elle multiplie ses activités et établit des sections locales appelées « commanderies » partout au Canada français, voire en Acadie. Les membres de l'Ordre, avec l'appui du clergé nationaliste d'un peu partout, exerceront une influence discrète mais déterminante sur l'évolution du réseau associatif franco-ontarien et

canadien-français. À son sommet, au milieu des années 1950, l'Ordre compte environ 11 000 membres. Si la majorité d'entre eux habitent au Québec, il n'en demeure pas moins que les membres de la direction les plus influents de l'Ordre sont recrutés d'abord et avant tout parmi l'élite canadienne-française de la région d'Ottawa. En 1965, l'Ordre de Jacques-Cartier disparaît, victime, tel le nationalisme traditionnel, du fossé qui se creuse entre les Canadiennes françaises et les Canadiens français du Québec et ceux des autres provinces dans le contexte de la Révolution tranquille.

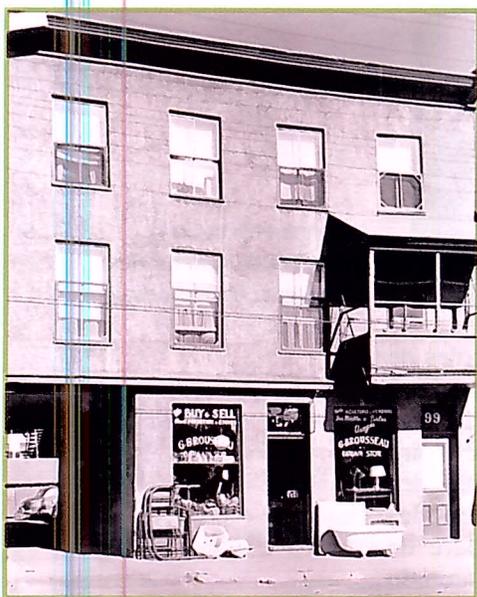
## Témoignage

### Admission dans l'Ordre de Jacques-Cartier (La Patente)

*On entre dans les sociétés extérieures, mais on est admis dans l'Ordre. Ailleurs, la porte est en principe ouverte; chez nous, elle est en principe fermée. Dans les autres sociétés, il faut une raison grave pour être refusé; dans l'Ordre, il faut des motifs sérieux pour se voir appelé... et à son admission le membre prend des engagements que l'on ne trouve pas dans les sociétés ouvertes : discrétion absolue, discipline rigoureuse, désintéressement spontané.*

Marcel Martel, *Le deuil d'un pays imaginé. Rêves, luttes et déroute du Canada français*, p. 34.

Au même moment, d'autres organismes à caractère nationaliste se multiplient en Ontario tels que les Sociétés Saint-Jean-Baptiste (SSJB). Si la première d'entre elles est fondée à Ottawa en 1852, les SSJB se répandront un peu partout dans la province, surtout dans l'est et dans le nord de l'Ontario. En 1939, on en compte une douzaine qui se regroupent pour former la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste de l'Ontario. Le but de ce nouvel organisme est de faciliter la communication et la coopération avec les SSJB du Québec et des autres provinces.



Magasin G. Brousseau, à Ottawa, qui accueille la Caisse Notre-Dame en 1913.

Sur le plan économique, les Canadiennes françaises et les Canadiens français de l'Ontario se dotent d'institutions financières importantes telles que les caisses populaires. La première caisse populaire du Canada français fait son apparition à Lévis (Québec) le 6 décembre 1900. Elle est la concrétisation de l'idée d'Alphonse Desjardins, qui souhaite donner aux plus pauvres, parmi les Canadiennes françaises et les Canadiens français, un outil de libération économique. Conformément aux principes du mouvement « coopératif », les sociétaires d'une caisse populaire en sont également propriétaires, de sorte que ces gens reçoivent systématiquement une part des profits qu'elle accumule. En 1912, Desjardins prend la parole au congrès de l'ACFEO à Ottawa. Il explique aux délégués l'importance pour les Canadiennes françaises et les Canadiens français de l'Ontario de travailler à leur propre émancipation économique. Alphonse Desjardins fondera 18 caisses populaires en Ontario. En 1952, plusieurs de ces caisses populaires se regroupent à l'intérieur de la nouvelle Fédération des caisses populaires de l'Ontario. En 1960, il en existe plusieurs dizaines partout où vivent des Franco-Ontariennes et des Franco-Ontariens.

## Témoignage de Célestin Maurice à propos du fonctionnement de la caisse populaire de Lafontaine

*En 1940, le projet de caisse populaire est proposé par le curé Thomas Marchildon. La caisse possède alors un actif de 529 dollars. En 1942, elle compte 35 membres. Deux ans plus tard, le nombre des adhérents est de 281. Son actif, qui est de 4 000 dollars en 1961, passe à 860 000 dollars en 1974. Pour devenir membre de la caisse, on donnait 25 sous par semaine. Je ramassais ce qu'il devait collecter. Je leur donnais un reçu. On faisait un petit peu d'argent : 25 piastres, 30 piastres, 50 piastres. Ensuite, j'amenaïs ça chez moi. J'avais pas d'auto, donc j'allais à la ville tous les jours.*

Daniel Marchildon et al., *Une vie à raconter, récit des gens de la Huronie*, p. 28.

Le mouvement coopératif s'intéresse également à l'industrie agricole. En 1929, à peine quelques mois avant le début de la Grande Dépression, l'ACFEO contribue à la fondation de l'Union des cultivateurs franco-ontariens (UCFO) qui s'affilie rapidement à l'Union catholique des cultivateurs du Québec et à l'ACFEO.



25<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de l'Union des cultivateurs franco-ontariens.

Le but de cet organisme est de représenter les producteurs agricoles de l'Ontario français auprès des gouvernements et de favoriser la fondation de coopératives agricoles. En 1937, une section féminine, l'Union catholique des fermières de la province de l'Ontario, se joint à l'organisme. Devenue autonome en 1959, l'Union catholique des fermières se donne le mandat de regrouper les femmes et les jeunes filles des paroisses rurales en vue d'assurer leur bien-être en matière de culture et de religion. C'est le deuxième grand organisme féminin à apparaître en Ontario français depuis le début du xx<sup>e</sup> siècle. Auparavant, durant la Première Guerre mondiale, on a fondé, à Ottawa, la Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises dans le but



Chronique de l'Union des cultivateurs franco-ontariens parue dans *Le Droit*, le 19 août 1936.

de venir en aide aux soldats canadiens et à leur famille. L'idéologie que répand la Fédération est fortement imprégnée de « maternalisme », c'est-à-dire que, selon ses dirigeantes, le rôle des femmes dans la sphère publique doit s'apparenter à celui d'une mère dans son foyer et se limiter à des œuvres caritatives et de bien-être social. La Fédération veut aider la femme à mieux jouer son rôle traditionnel de mère de famille, qui est à la fois un rôle d'éducatrice et de gardienne de la foi et de la langue. Cependant, cet organisme ne tardera pas à adopter un discours féministe plus militant en revendiquant une plus grande égalité entre les hommes et les femmes dans les sphères politique et économique.

Les jeunes chercheront également à se regrouper : avec le concours de l'ACFEO, ils fondent, à Ottawa, en 1949, l'Association de la jeunesse franco-ontarienne (AJFO), organisme prônant, à l'instar de l'association qui la parraine, un nationalisme canadien-français traditionnel. L'AJFO a aussi reçu l'aide de l'Association de l'enseignement bilingue, ancêtre de l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens (AEFO), fondée en 1939. L'Association de l'enseignement bilingue est une association professionnelle vouée à l'amélioration des conditions de travail des enseignantes et des enseignants du système d'éducation.

Ce ne sont là que quelques-uns des organismes qui apparaissent en Ontario français entre 1910 et 1960. De plus en plus développé, le réseau associatif franco-ontarien s'étend pour englober un nombre toujours croissant de domaines d'activités. Après 1960, cette tendance ne fera que s'amplifier.

#### *Les clubs Richelieu*

Les clubs Richelieu sont fondés en 1944. Cette initiative de l'Ordre de Jacques-Cartier vise à promouvoir des clubs sociaux canadiens-français et catholiques. Le premier club fait son apparition à Ottawa en septembre 1945. En 1960, l'Ontario compte 33 clubs Richelieu. Dans leur œuvre de philanthropie, les clubs Richelieu contribuent au financement de divers projets sociaux, notamment ceux qui visent la protection de l'enfant.

### Portrait



#### **Almanda Walker-Marchand**

Volontaire, militante et dévouée à plusieurs causes, Almanda Walker-Marchand fonde la Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises et en assure la présidence durant 32 ans. Almanda Marchand possède une qualité importante, celle d'être une animatrice dynamique. Elle regroupe des femmes et amasse des fonds dans le but d'équiper un navire-hôpital, en 1914, ou d'acheter une ambulance militaire, au moment de la Seconde Guerre mondiale, à l'intention des soldats canadiens. Âme dirigeante de la Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises, elle revendique des services en français destinés aux Canadiennes françaises et aux Canadiens français de l'Ontario, et recueille des dons pour acheter du combustible qui servira à chauffer les écoles bilingues s'opposant au Règlement 17. La bourse Almanda-Marchand rappelle l'engagement d'une femme désireuse d'aider les personnes les plus démunies.

## **L'accroissement de la participation franco-ontarienne**

### ***La vie politique***

Le comportement électoral des Canadiennes françaises et des Canadiens français est extrêmement difficile à saisir. Et celui des Canadiennes françaises et des Canadiens français de l'Ontario l'est encore plus. Au lendemain de la Confédération de 1867, les Canadiennes françaises et les Canadiens français ont tendance à appuyer les conservateurs (les « Bleus ») en raison du soutien plus ou moins tacite que leur fournit l'Église catholique. Les libéraux (les « Rouges ») sont plutôt perçus comme des radicaux anticléricaux qui cherchent à réduire la place du clergé dans la sphère publique et à séparer de façon plus nette les affaires de l'Église et celles de l'État. Par conséquent, les « Bleus » domineront la vie politique canadienne-française durant de nombreuses années.

Mais la situation évoluera. D'une part, vers les années 1870, les « Rouges » modèrent leur discours en lui enlevant une bonne partie de son contenu anticléric. D'autre part, les conservateurs fédéraux sont étroitement liés aux grands conflits linguistiques et religieux qui secouent le pays à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, qu'il s'agisse des crises scolaires du Nouveau-Brunswick et du Manitoba, dans lesquelles ils refusent d'intervenir pour restaurer les droits des franco-catholiques, ou de la pendaison du chef métis Louis Riel, qu'ils ont refusé de gracier. Qui plus est, le Parti libéral élit un nouveau chef en 1887 : il s'agit de Wilfrid Laurier, premier Canadien français à accéder à la direction d'un parti fédéral depuis la Confédération. La réunion de ces conditions provoque un changement considérable dans l'électorat qui, de 1896 à 1984, soutiendra systématiquement les libéraux, du moins au fédéral (hormis quelques exceptions notables en 1911, en 1957 et en 1978).

Les Canadiennes françaises et les Canadiens français de l'Ontario suivent cette tendance générale, surtout dans l'arène fédérale. Chose certaine, le Règlement 17, qu'adoptent les conservateurs provinciaux en 1912, pousse définitivement plusieurs Canadiennes françaises et Canadiens français de l'Ontario dans le camp des libéraux, même si les allégeances conservatrices traditionnelles s'avèrent extrêmement tenaces à certains endroits. Selon quelques historiennes et historiens, les Canadiennes françaises et les Canadiens français auraient surtout tendance à voter en fonction de leurs intérêts ethnoculturels et religieux. Mais, à partir de 1937, les questions sociales et économiques pèsent de plus en plus lourd dans leur comportement électoral. Cette remarque soulève la question du poids politique réel des Canadiennes françaises et des Canadiens français de l'Ontario. Fortement minoritaires et dispersés sur un énorme territoire, ces gens semblent exercer une influence peu considérable sur le cours de la politique fédérale et provinciale. À ce stade, la situation franco-ontarienne contraste singulièrement avec celle des Acadiennes et des Acadiens qui représentent environ le tiers de la population du Nouveau-Brunswick. Au début des années 1970, ces gens réussissent même à fonder un « Parti acadien » au Nouveau-Brunswick, qui restera actif sur la scène politique pendant environ une dizaine

d'années. En Ontario français, cependant, rien de tel n'arrive. La concurrence que se font les deux grands partis traditionnels et la division conséquente de l'électorat contribuent à marginaliser encore davantage les Canadiennes françaises et les Canadiens français de l'Ontario au moment des élections, au grand dam des nationalistes qui rêvent d'unir politiquement les Canadiennes françaises et les Canadiens français.

Ce qui ne signifie pas pour autant que les Canadiennes françaises et les Canadiens français de l'Ontario sont exclus des processus politiques ontarien et canadien. De 1910 à 1960, ils réussissent à faire élire plus de 60 des leurs à l'Assemblée législative de Toronto et à la Chambre des communes (dont 10 ministres), sans compter la demi-douzaine de Canadiens français de l'Ontario que le gouvernement fédéral nomme au Sénat durant la même période. Plus de 40 de ces hommes politiques sont d'allégeance libérale contre une vingtaine de conservateurs. Certains d'entre eux contribuent grandement au progrès des Canadiennes françaises et des Canadiens français de l'Ontario sur plusieurs plans. La crise du Règlement 17, par exemple, permet aux sénateurs Napoléon-Antoine Belcourt (libéral) et Philippe Landry (conservateur) d'assumer un rôle de leadership déterminant en Ontario français. Au provincial, le porte-parole le plus éloquent de la cause franco-ontarienne est sans doute Aurélien Bélanger. Après avoir travaillé comme inspecteur d'écoles au Manitoba et dans l'Est ontarien, il réussit à se faire élire dans le comté de Russell, en 1923, sous la bannière des libéraux provinciaux. À Queen's Park, il talonne systématiquement le premier ministre conservateur Howard Ferguson, qui accepte enfin d'abroger le Règlement 17 en 1927. Pensons aussi au D<sup>r</sup> Gustave Lacasse de Tecumseh, ardent nationaliste canadien-français nommé au Sénat en 1928 à l'âge de 37 ans. Parmi les autres hommes politiques franco-ontariens qui ont marqué leur époque, retenons le nom du D<sup>r</sup> J.-Raoul Hurtubise, député libéral fédéral de Nipissing, nommé sénateur en 1945, et de Paul Martin, père, député fédéral d'Essex-Est de 1935 à 1965 et titulaire de plusieurs ministères dans les gouvernements libéraux de Mackenzie King, de Louis Saint-Laurent et de Lester B. Pearson.



Aurélien Bélanger.

Les femmes, quant à elles, sont encore absentes de la politique active. Entre 1917 et 1919, les femmes ontariennes obtiennent le droit de vote au provincial et au fédéral, ainsi que le droit de se présenter comme candidates aux élections. Ces victoires sont en grande partie le résultat du militantisme des « suffragettes » qui, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, revendiquaient pour les femmes une plus grande autonomie dans la sphère politique. En Ontario français, cependant, l'obtention du droit de vote ne suffit pas à pousser les femmes dans l'arène politique. En 1960, aucune Franco-Ontarienne n'a encore été élue aux Communes, ni à Queen's Park.

### ***L'éducation***

Le dénouement de la crise du Règlement 17 ne signifie pas la fin des revendications franco-ontariennes en matière scolaire. Bien que l'Association canadienne-française d'éducation d'Ontario (ACFEO) se réjouisse de cette conclusion, elle refuse de s'asseoir sur ses lauriers,

préférant retrousser ses manches et se remettre au travail. En 1934, Stéphane Côté, curé de Chelmsford, près de Sudbury, présente un rapport portant sur les écoles bilingues de la province au congrès général de l'ACFEO. Il y formule un plan d'action qui alimentera pendant de nombreuses années les revendications de l'ACFEO en matière d'éducation. Il propose que, dans les écoles bilingues, l'enseignement en anglais soit strictement limité au cours d'anglais proprement dit; que tous les manuels scolaires soient de langue française; que le financement des écoles bilingues soit amélioré; que les contribuables franco-ontariennes et franco-ontariens contrôlent totalement les écoles bilingues; et que les Canadiennes françaises et les Canadiens français de l'Ontario disposent de tout un réseau d'écoles englobant les paliers primaire et secondaire. En 1945, le gouvernement ontarien crée une Commission royale d'enquête appelée Commission Hope pour examiner le système d'éducation de l'Ontario. Le rapport, publié en 1950, propose des changements dans l'organisation du système scolaire. Les réformes proposées impliqueraient que les cours primaires ne dureraient que six ans et que, par conséquent, les écoles séparées ne seraient plus financées que pour six ans. L'ACFEO et le clergé s'opposent fortement à cette recommandation. Le gouvernement de Leslie Frost ne donnera pas suite à ces recommandations. Quant aux revendications du curé Côté, la plupart sont satisfaites, surtout à partir des années 1960 lorsque, dans la foulée des débats constitutionnels et de la Révolution tranquille au Québec, le gouvernement de l'Ontario se montre prêt à faire des concessions aux Franco-Ontariennes et aux Franco-Ontariens.

L'ACFEO cherche également à améliorer les conditions de travail des enseignantes et des enseignants en revendiquant de meilleurs salaires. Jusqu'en 1963, au moment où l'on met sur pied l'École normale de Sudbury, l'École normale d'Ottawa est la seule institution offrant une formation pédagogique aux futurs enseignants et enseignantes des écoles bilingues de l'Ontario. Étant donné l'augmentation rapide de la fréquentation scolaire après la Seconde Guerre mondiale, cette école s'avère de plus en plus indispensable. De 55 000 qu'il était en 1951, le nombre d'élèves fréquentant les écoles séparées bilingues passe à 83 000 dix ans plus tard, ce qui représente une augmentation de 50 %.

L'un des responsables de ce progrès est Robert Gauthier. Ancien inspecteur d'écoles à Cochrane et à Windsor, il accède au poste de directeur de l'enseignement français en Ontario qu'a créé le gouvernement Ferguson en 1927, à la fin de la crise scolaire. À ce titre, il entreprend une recension du système des écoles bilingues, d'où il relève plusieurs lacunes. Gauthier déplore surtout le fait que seul le quart des élèves franco-ontariennes et franco-ontariens atteignent la 8<sup>e</sup> année, comparativement à la presque totalité de leurs camarades canadiennes-anglaises et canadiens-anglais. Pour tenter d'enrayer ce problème, Gauthier lance plusieurs initiatives, dont deux concours annuels de français à l'échelle de la province, l'un à l'élémentaire (1938), l'autre au secondaire (1943). Devenu une véritable institution en Ontario français, le



Photographie officielle du premier concours de français en 1938.

### *L'ACFEO et les jumelles Dionne*

Le 28 mai 1934 naissent à Corbeil les quintuplées Dionne. Craignant que les parents exploitent les bébés, le gouvernement met les quintuplées sous sa tutelle. Ainsi, le médecin Dafoe et des experts venus de Toronto ont la responsabilité d'éduquer les jumelles. Cette situation alarme l'ACFEO qui entreprend une campagne de sensibilisation pour mettre fin à cette tutelle et pour assurer une éducation catholique et de langue française aux fillettes. À compter de 1942, les parents, aidés par l'ACFEO et soutenus par l'opinion publique, récupèrent les jumelles qui rejoignent leurs frères et sœurs. Mais la famille est divisée et les jumelles se sentent dépossédées.

concours de français réunit pendant de nombreuses années à Ottawa des centaines d'élèves venus subir des épreuves en matière d'orthographe, de diction et de rédaction. En 1950, après un voyage d'étude dans plusieurs pays d'Europe, Gauthier met sur pied les jardins d'enfants destinés aux très jeunes élèves. Il prend sa retraite comme directeur de l'enseignement en français en 1964, après avoir profondément marqué l'évolution du système d'éducation franco-ontarien.

En Ontario français, durant la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle, l'enseignement au secondaire dépend toujours exclusivement du clergé catholique canadien-français. D'une part, le gouvernement provincial refuse encore de mettre sur pied des écoles secondaires de langue française; d'autre part, il tient, par principe, à ne pas financer les écoles confessionnelles. Par ailleurs, le clergé est le seul à disposer des ressources financières et humaines nécessaires au maintien d'un système d'enseignement secondaire de langue française. La solution qui s'impose en Ontario, comme ailleurs au Canada français, est celle des collèges classiques, institutions anciennes dont les origines remontent à la Renaissance. Ces collèges sont forcément de caractère religieux, ce qui explique partiellement les liens très intimes qu'ont entretenus, au Canada français, la langue française et la foi catholique. Le but avoué des collèges classiques est de former une élite intellectuelle et politique canadienne-française. Ces collèges (on parle souvent de couvents dans le cas d'institutions réservées aux filles) ne reçoivent pas de subventions du gouvernement. Les parents, en plus de payer des taxes au système public, doivent verser, parfois au prix d'énormes sacrifices, les sommes nécessaires aux frais de scolarité de leurs enfants. Le clergé est d'ailleurs appelé à soutenir financièrement plusieurs élèves dont les parents ne peuvent pas payer les frais exigés.

Garçons et filles fréquentent des institutions distinctes, souvent à titre de pensionnaires. Au début des années 1960, il existe en Ontario des collèges classiques dans des villes comme Sudbury, Hearst, Cornwall, Ottawa, Haileybury, Welland.



Collège du Sacré-Cœur, Sudbury, 1945.

En 1913, les Jésuites fondent le Collège du Sacré-Cœur de Sudbury, institution qui, jusqu'à sa fermeture, en 1967, est au cœur du bouillonnement culturel et intellectuel des Franco-Ontariennes et des Franco-Ontariens du Nord. D'abord rattaché à l'Université d'Ottawa, il choisit par la suite de s'affilier, en 1927, à l'Université Laval en raison des rapports parfois difficiles qu'entretiennent les Jésuites de Sudbury et les Oblats de la capitale. Durant les années 1950, le Collège du Sacré-Cœur joue un rôle central dans l'évolution du réseau universitaire franco-ontarien. En 1957, le Collège du Sacré-Cœur change de vocation et n'offre que le cours secondaire. Pendant ce temps est créée l'Université de Sudbury, à laquelle s'affilie immédiatement le Séminaire de Hearst, fondé quatre ans plus tôt. En 1960, l'Université de Sudbury crée, avec le Collège des anglicans et celui

de l'Église-Unie, une nouvelle fédération universitaire, soit l'Université Laurentienne de Sudbury. Bilingue et, surtout, non confessionnelle, la nouvelle institution a accès aux subventions gouvernementales qu'elle redistribue par la suite à ses trois membres fédérés. Le projet est très controversé, l'ACFEO allant jusqu'à le dénoncer, car elle craint qu'une telle institution bilingue serve à assimiler les Franco-Ontariennes et les Franco-Ontariens. Toutefois, les Jésuites font fi de ces inquiétudes, de sorte qu'en 1960 l'Université d'Ottawa, bilingue elle aussi, perd son monopole sur l'enseignement universitaire franco-ontarien.

### ***L'Église catholique et la vie religieuse***

L'historien Robert Choquette a écrit que « [pendant] la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle, l'Église [est] l'institution sociale franco-ontarienne la plus importante ». En effet, il est difficile d'imaginer ce qu'aurait été le développement socioculturel de l'Ontario français sans l'apport du clergé, tant ses interventions en matière d'éducation, de santé, voire d'économie, ont été nombreuses. En plus de fournir aux Canadiennes françaises et aux Canadiens français de l'Ontario un encadrement socioculturel que les gouvernements se refusent à offrir, le clergé, dont plusieurs membres viennent du Québec, permet de renforcer les liens entre les Canadiennes françaises et les Canadiens français des deux provinces.

Le clergé se compose de deux branches, soit les branches régulière et séculière. La première regroupe tous les membres des communautés religieuses ou des ordres religieux, qu'ils soient féminins ou masculins. En Ontario français, les ordres les mieux connus sont sans doute les Oblats, les Jésuites et les Sœurs de la Charité d'Ottawa (Sœurs Grises). Depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, plus d'une quarantaine de ces communautés se sont installées en Ontario et ont veillé à l'expansion d'un réseau très développé d'institutions socioculturelles. On connaît bien, par exemple, le rôle que jouent les Oblats dans la fondation de l'Université d'Ottawa, de l'ACFEO et du *Droit*. Selon les historiennes et les historiens, les communautés religieuses féminines représentent un moyen privilégié pour les femmes de jouer un rôle dans la « sphère publique », alors que l'idéologie dominante a plutôt tendance à cantonner les femmes dans les rôles d'épouse et de mère. Les Sœurs Grises, par exemple, mettent sur pied un vaste système d'écoles, d'hôpitaux et de pensionnats. Présentes en Ontario depuis 1891, les Filles de la Sagesse consacrent leur existence à l'instruction des enfants et aux soins à donner aux malades en fondant, notamment, en 1953, l'Hôpital Montfort. À compter de 1917, à Hearst, les Sœurs de Notre-Dame du Perpétuel-Secours jouent un rôle crucial dans la colonisation de cette région du Nord. Entre 1910 et 1960, sur les 12 nouvelles communautés de femmes à s'installer en Ontario, 10 viennent du Québec, une vient de Lyon (France), tandis que la dernière est fondée à Ottawa.

La seconde branche du clergé, la branche séculière, comprend les prêtres qui ne font partie d'aucun ordre religieux. Ces derniers agissent souvent comme curés de paroisse et relèvent de l'évêque du diocèse auquel ils sont affectés, contrairement à certaines communautés religieuses qui jouissent d'une plus grande autonomie à l'égard des autorités diocésaines. Le



Visite de M<sup>sr</sup> Hallé à Norembega.

Avant qu'il soit élevé au rang de diocèse de Hearst, le vicariat apostolique de l'Ontario-Nord, que crée les autorités religieuses en 1920, est dirigé par M<sup>sr</sup> Joseph Hallé, exemple type de l'évêque-colonisateur. Originaire de Lévis (Québec), M<sup>sr</sup> Hallé s'applique, dès son entrée en fonction, à attirer avec un zèle peu commun les Canadiennes françaises et les Canadiens français dans la région. Appuyé par les Sœurs de Notre-Dame du Perpétuel-Secours et inspiré par les grands idéaux du mouvement nationaliste canadien-français, il fait des pieds et des mains pour établir, à Hearst, une colonie essentiellement agricole. Il ne considère pas non plus que son rôle se limite strictement à la spiritualité. Au contraire, M<sup>sr</sup> Hallé devient l'un des principaux porte-parole de ses ouailles auprès des autorités gouvernementales, en revendiquant pour elles l'amélioration des infrastructures nécessaires au développement agricole. Il rend l'âme en 1939, à peine un an après l'élévation de son vicariat apostolique au rang de diocèse.

château fort de l'Église franco-ontarienne est certainement le diocèse d'Ottawa, où les Canadiennes françaises et les Canadiens français représentent environ 80 % des fidèles. Dans le nord de l'Ontario, ces personnes sont regroupées principalement dans les diocèses de Sault-Sainte-Marie (1904), d'Haileybury (1915) et de Hearst (1938). Tous ces diocèses relèvent de l'archidiocèse d'Ottawa, à l'exception de celui de Sault-Sainte-Marie, qui se situe dans la province ecclésiastique de Kingston. Le diocèse d'Haileybury devient le diocèse de Timmins en 1938.



Anne-Marie Hamelin et ses élèves, Welland.

moitié du xx<sup>e</sup> siècle. À l'époque du Règlement 17, le père Tanguay de Welland ouvre, en 1921, près de son église, une école privée sans fonds publics pour assurer l'enseignement du catéchisme et du français. M<sup>lle</sup> Anne-Marie Hamelin est la première institutrice de la petite école. Cependant, après la Seconde Guerre mondiale, l'influence de l'Église sur les Canadiennes françaises et les Canadiens français commence à décliner, tant au Québec qu'en Ontario. À cause de l'augmentation rapide du taux

Dans le sud de l'Ontario, les Canadiennes françaises et les Canadiens français ont maille à partir avec leur évêque, en particulier dans le diocèse de London que dirige d'une main de fer M<sup>sr</sup> Michael Francis Fallon à l'époque du Règlement 17. Comme dans le diocèse de Sault-Sainte-Marie, dans le nord de l'Ontario, les fidèles canadiennes-françaises et canadiens-français du Sud doivent souvent mener des combats acharnés pour qu'on leur envoie des prêtres de langue française. Malgré ces difficultés, la paroisse constitue, aux yeux des Canadiennes françaises et des Canadiens français, une cellule sociale extrêmement importante durant toute la première

d'urbanisation, il s'avère de plus en plus difficile pour le clergé de conserver la fonction d'encadrement qui lui incombe historiquement. Le déclin rapide de l'Église, durant les années 1960, signale peut-être la fin de la période canadienne-française de l'histoire de l'Ontario français.

### **La vie culturelle**

René Dionne, historien de la littérature, a écrit à propos des 17 années de luttes contre le Règlement 17 qu'elles « vont permettre aux Franco-Ontariennes et aux Franco-Ontariens d'affirmer avec force leur identité collective. Leur littérature devient une littérature de combat ». En effet, les textes littéraires que l'on publie entre 1912 et 1927 sont souvent très engagés sur le plan politique en prenant fait et cause pour la résistance franco-ontarienne. Le principal foyer d'activité littéraire est sans contredit Ottawa. Plusieurs des écrivaines et des écrivains canadiens-français de l'Ontario sont recrutés parmi les fonctionnaires et les journalistes travaillant dans la capitale fédérale. Comme bien d'autres Canadiennes françaises et Canadiens français de l'Ontario de l'époque, ces auteurs viennent souvent du Québec. Sans faire la liste exhaustive des gens qui prennent part à cette effervescence, retenons tout de même quelques noms tels que Jules Tremblay, Georges Bouchard et Jeanne-Louise Branda, qui publient romans, nouvelles ou recueils de poèmes.

Durant la période du Règlement 17, l'œuvre littéraire la plus importante est sans aucun doute *L'Appel de la race* que publie, en 1922, Alonzi de Lestres, pseudonyme du prêtre-historien montréalais Lionel Groulx. L'auteur, qui a écrit ce roman pour appuyer la résistance franco-ontarienne, campe ses personnages à Ottawa durant la crise scolaire. Son héros, Jules de Lantagnac, est un député fédéral bien en vue qui a épousé une Canadienne anglaise catholique, Maud Fletcher. Lantagnac fait face à un dilemme de taille : s'il appuie la cause des écoles bilingues, comme le poussent à le faire ses convictions nationalistes, son épouse le quittera vraisemblablement. En fin de compte, il choisit de répondre à l'« appel de la race », bien qu'il assiste, impuissant, à la rupture de son couple. Ce roman de Lionel Groulx sera instantanément au cœur de deux grandes controverses. Quelques critiques effectueront un parallèle entre le dilemme de Lantagnac et la vie privée du sénateur Napoléon-Antoine Belcourt, alors président de l'ACFEO. D'autres accuseront Groulx de subordonner l'intérêt conjugal à l'intérêt national, donc le sacré au profane. Quoi qu'il en soit, *L'Appel de la race* fera sensation en Ontario, au Québec et ailleurs, si bien qu'on le considère comme le premier best-seller de la littérature canadienne-française. Depuis sa parution originale en 1922, il connaît plus d'une dizaine de rééditions et de réimpressions.

Quelques historiennes et historiens considèrent la période qui s'étend de 1927 à 1960 comme étant l'« âge classique » de la littérature franco-ontarienne. En effet, plusieurs auteurs et poètes sont très actifs durant ces années, comme Simone Routier, Marie-Rose Turcot et Pierre Trottier. L'un des auteurs les plus prolifiques de l'époque est Léo-Paul Desrosiers, correspondant au parlement pour *Le Devoir* de Montréal et auteur d'une

quarantaine de romans entre 1928 et 1959. D'autres, tels les historiens Séraphin Marion et Gustave Lanctôt, préfèrent l'essai au roman ou à la poésie.

## Portrait

### Séraphin Marion

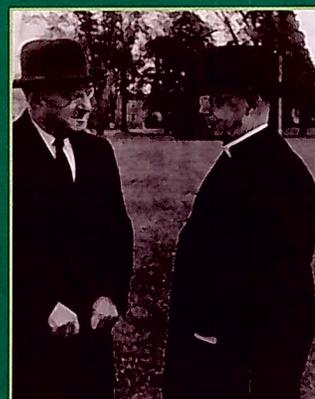
Dans son livre *Notre littérature*, Paul Gay classe Séraphin Marion parmi les vrais écrivains, tandis que Gérard Tougas, dans son livre *Histoire de la littérature canadienne-française*, qualifie Séraphin Marion d'« antiquaire des lettres canadiennes-françaises ».

Membre de plusieurs sociétés savantes et littéraires, Séraphin Marion, patient chercheur, signe plusieurs œuvres en plus d'être professeur à l'Université d'Ottawa.

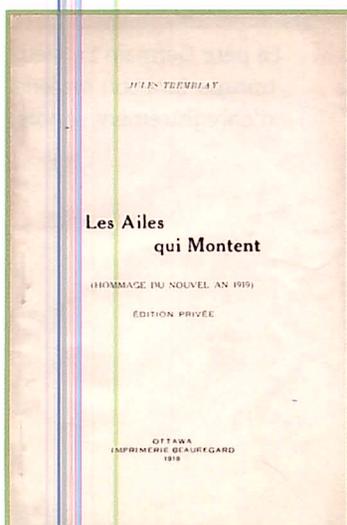
Quelques œuvres de Séraphin Marion :

- *Relations des voyageurs français en Nouvelle-France au XVII<sup>e</sup> siècle*, Presses universitaires de France, 1923.
- *En feuilletant nos écrivains : étude de littérature canadienne*, Librairie d'Action canadienne-française, 1931.
- *Les lettres canadiennes d'autrefois, 1939-1958*, 9 tomes, Éditions de l'Université d'Ottawa/Éditions l'Éclair.
- *Origines littéraires du Canada français*, Éditions de l'Université d'Ottawa/Éditions l'Éclair, 1951.
- *Hauts faits du Canada français*, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1972.
- *La domination canadienne-française, obsession du Canada anglais*.

On se souviendra de cet éminent Franco-Ontarien, historien, chercheur et polémiste de talent, grâce à la rue Séraphin-Marion, nommée en son honneur, ainsi qu'à l'école Séraphin-Marion à Ottawa.



Séraphin Marion en compagnie de Groulx.



*Les ailes qui montent*  
de Jules Tremblay.

Le progrès de la littérature franco-ontarienne est accompagné de celui du monde de l'édition. En 1907, Georges Beauregard fonde, à Ottawa, l'Imprimerie Beauregard, l'un des plus anciens éditeurs de l'Ontario français. Située dans la basse-ville, quartier historique des Canadiennes françaises et des Canadiens français, l'Imprimerie Beauregard publie une quinzaine d'ouvrages jusqu'à ce qu'elle abandonne ses tâches d'éditeur, en 1921, pour se consacrer presque exclusivement à l'impression. Les Oblats de la capitale prennent part activement au monde de l'édition. En 1935, ils fondent les Éditions Novalis, qui se spécialisent dans la publication de textes religieux, dont le périodique *Prions en Église* que l'on distribue dans toutes les églises de langue française du pays. En 1931, les Oblats lancent aussi la *Revue de l'Université d'Ottawa* et fondent, cinq ans plus tard, les Éditions de l'Université d'Ottawa.

Le théâtre bénéficie, à son tour, de cette ébullition culturelle. Des dramaturges, comme Régis Roy et Rodolphe Girard, se font connaître dans la capitale où apparaissent plusieurs cercles dramatiques sous le patronage des maisons d'enseignement et des organismes comme l'Institut canadien-français (fondé en 1852) et le Cercle dramatique des

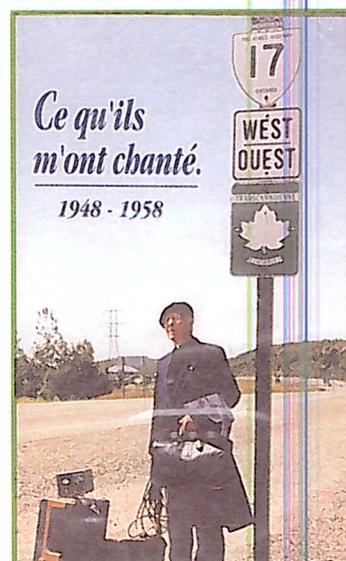
débutantes d'Ottawa (1919-1925). Les pièces qui sont montées sont souvent puisées à même le répertoire français et jouées par des troupes locales, montréalaises ou françaises. Après 1927, des auteurs comme Louvigny de Montigny, traducteur au Sénat, et Victor Barrette, journaliste au *Droit*, continuent d'animer la vie théâtrale de la capitale, tout comme certaines communautés religieuses. En 1932, les Dominicains d'Ottawa fondent le « Caveau », association qui organise régulièrement des représentations culturelles et artistiques. Avant de fermer ses portes, en 1951, la Corporation des diseurs, l'une des cellules membres du Caveau, aura monté environ 70 pièces, donné de nombreux ateliers et organisé des concours de dramaturgie aux échelles régionale et nationale. Les Oblats, qui veulent suivre la tendance, exploitent l'École de musique et de diction et la Société des débats français de l'Université d'Ottawa. Enfin, en 1958, Guy Beaulne fonde, dans la capitale, l'Association canadienne du théâtre amateur (ACTA).

Pendant ce temps, un second foyer culturel commence à s'imposer en Ontario français. Il s'agit de Sudbury, dont le principal centre d'activités est le Collège du Sacré-Cœur qu'ont fondé les Jésuites au début du siècle. En 1942, le père Lorenzo Cadieux met sur pied la Société historique du Nouvel-Ontario, qui publiera plusieurs dizaines d'ouvrages portant sur divers aspects de l'histoire des Canadiennes françaises et des Canadiens français du nord de l'Ontario. Un autre jésuite de Sudbury, le père Germain Lemieux, se consacre, dès les années 1940, à la préservation du folklore canadien-français tel qu'il s'est diffusé en Ontario. Les nombreux contes, légendes et chansons qu'il recueille seront publiés par la suite dans une monumentale anthologie en plusieurs tomes intitulée *Les Vieux m'ont conté*. En 1972, il fonde le Centre franco-ontarien de folklore de Sudbury. Ces initiatives portent à croire que les Canadiennes françaises et les Canadiens français de l'Ontario sont en proie à un certain nombre d'inquiétudes après la Seconde Guerre mondiale. Les traditions canadiennes-françaises, qui ont été transmises oralement de génération en génération, pourront-elles survivre à la société moderne, c'est-à-dire à une société urbaine et industrielle?

### **La presse écrite**

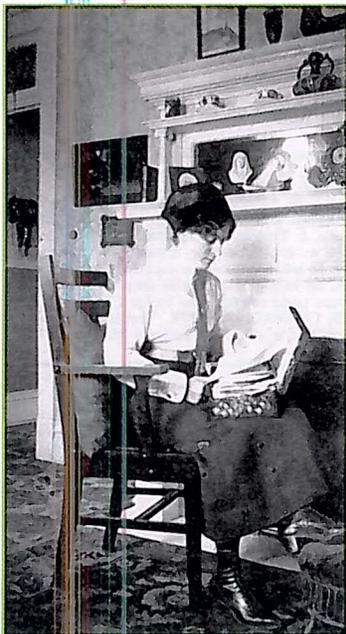
La dispersion des Canadiennes françaises et des Canadiens français de l'Ontario pose un défi de taille à leur regroupement et à leur capacité d'établir des liens solides entre les grandes régions où ils se sont établis. Dans un tel contexte, les médias sont appelés à jouer un rôle important sur le plan social en favorisant la cohésion de la communauté et en brisant l'isolement dans lequel vivent certains de ses membres. Ce sont les médias qui permettent aux Canadiennes françaises et aux Canadiens français de l'Ontario d'échanger et de débattre d'une question ou d'une autre et qui leur donnent, à l'occasion, une tribune à leurs revendications. Par conséquent, le monde des communications est investi d'une mission d'animation socioculturelle indispensable.

En 1913, le principal journal franco-ontarien est *Le Droit* d'Ottawa. Pendant la crise causée par le Règlement 17, les collaborateurs et les collaboratrices du quotidien se considèrent comme des soldats combattant dans les tranchées, fidèles en cela à leur devise « L'avenir est



Le père Germain Lemieux transportant son matériel d'enregistrement sonore.

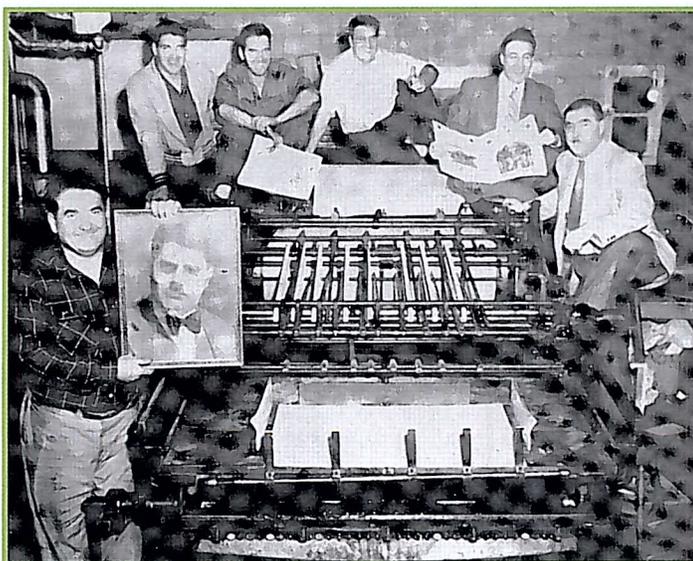
à ceux qui luttent ». C'est *Le Droit* qui, avec l'ACFEO, dont il est l'organe officiel, anime la résistance franco-ontarienne non seulement à Ottawa, mais aussi dans les autres régions de l'Ontario français. Par ailleurs, il réussit à nouer des liens très étroits et durables avec les grands ténors du mouvement nationaliste canadien-français au Québec et au Manitoba, dont Henri Bourassa, Lionel Groulx et Arthur Béliveau. Farouchement indépendant, nationaliste et catholique, *Le Droit* refuse de s'inféoder à quelque parti politique que ce soit.



Marie-Rose Turcot,  
journaliste et auteure à Ottawa.

À Ottawa, la crise scolaire donne également naissance à d'autres journaux, quoique plus éphémères, comme *La Concorde* (1911) et *La Justice* (1912-1914) qu'a fondé l'écrivain Jules Tremblay. En 1917, dans le contexte de la Première Guerre mondiale, *Un Canadien errant*, journal fondé à Montréal deux ans plus tôt, décide d'élire domicile dans la capitale fédérale pour combattre la politique de conscription du gouvernement fédéral de Robert Borden. À Windsor, les milieux nationalistes canadiens-français lancent trois journaux nationalistes, soit *Le Clairon* (1913-1914), *La Défense* (1918-1920) et *La Presse-Frontière* (1921-1922), lesquels, cependant, disparaîtront avant longtemps. Entre 1910 et 1927, les Canadiennes françaises et les Canadiens français de l'Ontario disposent en tout d'une quinzaine de quotidiens et d'hebdomadaires.

Bien que 13 autres journaux soient fondés entre 1927 et 1960, on en compte trois qui dominent le monde de la presse franco-ontarienne durant cette période. Dans l'Est ontarien, *Le Droit* continue d'exercer son ascendant sur la région, tout en rejoignant les lecteurs et les lectrices d'ailleurs en Ontario. Durant quelques années, il publie même une édition distincte pour le nord de l'Ontario. Dans les comtés de Prescott et de Russell, *Le Carillon* (1947) se porte régulièrement à la défense des Canadiennes françaises et des Canadiens français de l'Ontario. Dans le Sud, le journal le plus important est sans contredit *La Feuille d'érable* (1934-1958) de Tecumseh, près de Windsor, que fonde le docteur et sénateur Gustave Lacasse. Ce journal est farouchement nationaliste : son directeur revendique des écoles bilingues, des paroisses francophones et



La presse de *La Feuille d'érable*  
en décembre 1954.

la création d'un collège classique dans la péninsule du Niagara. Son militantisme, qui s'inspire du nationalisme d'Henri Bourassa et de Lionel Groulx, lui vaut de nombreux démêlés avec l'évêque de London, John Cody. À Sudbury, pendant la Seconde Guerre mondiale, Camille Lemieux fonde un hebdomadaire semblable, *L'Ami du peuple* (1942-1968). Ce journal défend vigoureusement la thèse des deux peuples fondateurs du Canada et critique sévèrement l'effort de guerre du gouvernement libéral de Mackenzie King. Lemieux fait aussi partie de la Ligue pour la défense du Canada et du Bloc populaire canadien, deux formations politiques qu'ont mises sur pied les nationalistes canadiennes-françaises et canadiens-français de Montréal et de Québec pour combattre la politique de conscription du gouvernement fédéral.

### **La radio et la télévision**

Les médias électroniques en viennent également à jouer un rôle important dans le développement socioculturel de l'Ontario français. La radio fait son apparition au Canada après la Première Guerre mondiale. On voit tout de suite en elle un puissant outil de regroupement pour les Canadiennes françaises et les Canadiens français de l'Ontario, minoritaires et dispersés. Dans bien des cas, ces gens n'ont accès qu'à quelques heures de programmation diffusée sur les ondes des radios anglophones. En 1952, appuyé de l'ACFEO, l'entrepreneur Conrad Lavigne met sur pied la première station radiophonique privée exclusivement francophone de l'Ontario, la station CFCL, à Timmins. Une autre station radiophonique, soit la station CFBR, est créée à Sudbury en 1957.

#### **b.—Poste de radio à Timmins**

Un jeune Canadien français de Timmins, M. Conrad Lavigne, après avoir vaincu de nombreux obstacles, a obtenu le permis nécessaire à l'établissement d'un poste de radio à Timmins, poste dont les programmes comporteront 80% de français et 20% d'anglais. L'Association d'Éducation a été tout à fait heureuse de collaborer avec ce compatriote qui donne à la jeunesse d'aujourd'hui un bel exemple de tenacité dans le travail. La teneur commerciale du nouveau poste comporte les lettres CFCL, c'est-à-dire CANADIEN-FRANÇAIS, CONRAD LAVIGNE. Inutile de dire que tous les Franco-Ontariens souhaitent le plus franc succès à M. Conrad Lavigne.

### **Portrait**

#### **Conrad Lavigne**

Issu d'un milieu pauvre, Conrad Lavigne quitte l'école à 17 ans et devient boucher-épicer. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il est capitaine-instructeur d'infanterie. À son retour au Canada, il se lance en affaires.

Conrad Lavigne fonde la première station radiophonique francophone à l'extérieur du Québec dans le but de servir l'importante population franco-ontarienne du nord-est de l'Ontario. Précurseur, il saisit très vite l'importance de la télévision. En 1956, il obtient une licence de diffusion concernant la première chaîne de télévision à Timmins. Il entreprend alors le développement du réseau de radiotélévision et, en 1974, il est à la tête du plus important réseau privé au monde.

Communicateur hors pair, il anime des émissions à la radio et à la télévision.

Membre de différents conseils d'administration, vice-président provincial de l'Association canadienne-française de l'Ontario, directeur de l'Association canadienne de la radio et de la télévision de langue française, Conrad Lavigne s'engage dans plusieurs organismes et défend de nombreuses causes franco-ontariennes.

Conrad Lavigne, géant de l'industrie des communications dans le nord-est de l'Ontario, a montré que la réussite est indépendante de l'origine.



Au Canada anglais, l'intérêt que suscite la radio est également très grand. Dans plusieurs milieux intellectuels et politiques, on craint que les stations radiophoniques privées, en diffusant surtout des émissions en provenance des États-Unis, ne contribuent à l'américanisation de la culture canadienne. Rappelons qu'au lendemain de la Première Guerre mondiale se développe au Canada anglais un nationalisme qui veut être authentiquement « canadien ». Si l'on remet en cause l'héritage britannique, on se méfie aussi de la présence accrue des États-Unis dans l'économie et la culture canadiennes. Ce sont ces inquiétudes qui conduisent le gouvernement fédéral à mettre sur pied, en 1936, la Société Radio-Canada, station radiophonique publique comportant deux réseaux, l'un anglophone, l'autre francophone. Puisque le mandat de la Société Radio-Canada est de contribuer au développement de l'identité canadienne dans les deux langues du pays, l'ACFEO exige immédiatement qu'elle crée des stations radiophoniques régionales de langue française en Ontario, ce qui se fera bien plus tard. En 1964, Radio-Canada ouvre les premières stations publiques franco-ontariennes à Toronto (CJBC) et à Ottawa (CBOF), alors que les stations CBEF de Windsor et CBON de Sudbury sont respectivement inaugurées en 1970 et en 1978.

### **Qu'en penses-tu?**

Vingt pour cent, c'est peu élevé. La société Saint-Jean-Baptiste de Welland aurait-elle un autre objectif?

Mémoire présenté au  
Bureau des Gouverneurs de la Radiodiffusion par  
LA SOCIÉTÉ ST JEAN BAPTISTE DE WELLAND  
pour demander que le poste de radio  
C H O W offre 20% de ses émissions  
en français afin d'assurer un service  
convenable à la population de langue  
française .

Mémoire présenté au  
Bureau des gouverneurs de  
la radiodiffusion le  
24 septembre 1959.

Chose curieuse, au chapitre de la télédiffusion, on progresse un peu plus rapidement. En 1952, ce média fait irruption de façon spectaculaire au Canada lorsque Radio-Canada met sur pied une chaîne de télévision dans chacune des deux langues (l'anglais et le français), avant même que n'apparaisse aucune chaîne de télévision privée. Peu de temps après, en 1955, la société d'État fonde, dans la capitale fédérale, CBOFT, première chaîne de télévision de langue française hors Québec.

### **Les « Canadiens français de l'Ontario » : bilan**

- Certaines des institutions les plus importantes de l'Ontario français telles que l'Association canadienne-française d'éducation d'Ontario (ACFEO) et *Le Droit* sont fondées pendant la crise du Règlement 17.
- La crise scolaire provoque un rapprochement considérable entre les Canadiennes françaises et les Canadiens français de l'Ontario et du Québec.
- Les activités économiques des Canadiennes françaises et des Canadiens français de l'Ontario peuvent varier d'une région à l'autre, mais on les trouve surtout dans les domaines de l'agriculture, des richesses naturelles, de l'industrie manufacturière et, après la Seconde Guerre mondiale, dans le secteur des services.
- Pour combattre l'isolement et la dispersion, des Canadiennes françaises et des Canadiens français de l'Ontario mettent sur pied un grand nombre d'institutions et d'associations dans plusieurs domaines d'activités.
- Le clergé catholique et les communautés religieuses continuent à fournir aux Canadiennes françaises et aux Canadiens français de l'Ontario un encadrement très important jusqu'aux années 1960.
- À partir des années 1960, les gouvernements fédéral et provincial adoptent une série de mesures visant à améliorer la situation des Canadiennes françaises et des Canadiens français de l'Ontario en matière d'éducation, de communications et de culture.

## Questions

1. L'historien Robert Choquette a émis l'opinion que l'Église catholique a été l'institution sociale la plus importante pour les Canadiennes françaises et les Canadiens français de l'Ontario durant la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle. Quels sont les faits qui ont amené cet historien à le penser? Explique ta réponse dans un texte d'une demi-page.
2. Prépare un tableau qui permet de comparer les régions de l'est, du nord et du sud de l'Ontario selon les aspects suivants : les particularités de la région, la présence française dans cette région (époque et provenance) ainsi que les activités économiques.
3. En 1916, à la suite de la dissolution de la Commission des écoles séparées d'Ottawa, causée par son refus d'appliquer le Règlement 17, des femmes prennent les choses en main à l'aide d'un moyen assez inusité, soit leur épingle à chapeau. Dessine une caricature qui représente cet événement ou crée une bande dessinée qui illustre cette histoire.
4. S'il était possible d'interroger deux personnages ayant joué un rôle clé dans la lutte contre le Règlement 17, lesquels choisirais-tu? Pourquoi? Formule trois questions que tu leur poserais.
5. La période de 1910 à 1960 foisonne de personnalités qui ont marqué l'Ontario français et qui ont fait avancer la cause franco-ontarienne. Patrimoine canadien organise un concours d'affiches. L'affiche gagnante sera publiée et envoyée dans toutes les écoles de langue française de l'Ontario. En équipe de deux ou de trois, prépare une affiche qui fera connaître des personnalités qui se sont illustrées au cours de cette période. Choisis une dizaine de personnalités liées à des domaines différents (p. ex., politique, économie, religion, littérature, presse). Utilise des photos accompagnées d'une courte notice biographique d'une phrase ou deux. Consulte un site Web tel que celui de l'Université d'Ottawa, [www.uottawa.ca/academic/crccf](http://www.uottawa.ca/academic/crccf), pour obtenir des détails sur la vie de ces personnalités.
6. On est en 1923, et Jeanne Lajoie, seule institutrice franco-ontarienne de la région de Pembroke, vient d'être congédiée. Elle fonde une « école libre » qu'elle nomme l'École Jeanne-d'Arc. Effectue une recherche dans le but de trouver les ressemblances et les différences entre Jeanne Lajoie et Jeanne d'Arc. En équipe, discute des résultats de ta recherche et crée un tableau pour présenter tes conclusions. Tu peux même y ajouter des illustrations représentant les deux jeunes femmes. Donne un titre à ton tableau et présente-le au groupe-classe.
7. En 1913, à Ottawa, *Le Droit* fait son apparition et adopte la devise « L'avenir est à ceux qui luttent ». Rédige un paragraphe dans lequel tu expliques la justesse du choix du nom du journal et de la devise dans le contexte de l'époque et où tu établis un lien avec la situation politique, sociale, culturelle et linguistique actuelle.
8. La population franco-ontarienne est répartie dans tout l'Ontario. Cela s'explique par des faits géographiques et économiques. Relève les données statistiques des recensements de 1911 et de 1961 à propos de la population francophone en Ontario telle qu'elle était répartie. À l'aide d'un logiciel de traitement de texte ou d'un tableau, crée un graphique qui illustre ces données démographiques.
9. Tu veux mettre sur pied une cantine coopérative dans ton école en suivant le modèle des caisses populaires ou des coopératives agricoles. Prépare un plan d'action que tu soumettras au conseil des élèves. Effectue une courte recherche portant sur ce type d'institution financière en vue de mieux comprendre ses principes de base et son fonctionnement. Sers-toi de ces informations pour étoffer ton plan.
10. Au cours des années 1910 à 1960, les Canadiennes françaises et les Canadiens français de l'Ontario ont mis sur pied des organisations pour défendre leurs droits et promouvoir la culture franco-ontarienne. Aujourd'hui, les jeunes Franco-Ontariennes et Franco-Ontariens en sont les bénéficiaires, puisque la majorité a la possibilité de fréquenter une école secondaire de langue française. Toutefois, la lutte n'est